

*Initiatives ministérielles*

IBM avait une usine de fabrication dans cette ville du Colorado, mais qui devait déménager en Floride ou ailleurs. Un bon nombre des cadres de cette installation ne voulaient pas quitter la ville et ont préféré changer d'employeur. Ces gens ont pensé qu'ils étaient intelligents et créateurs et se demandaient quoi faire. Ils ont décidé qu'ils allaient fabriquer le meilleur dispositif de mémorisation informatique du monde sous forme de rubans magnétiques, et c'est ce qu'ils ont fait grâce à leur innovation.

L'une des choses que ce conférencier nous a fait remarquer, c'est que la ville en question est maintenant un centre névralgique de l'innovation et de l'esprit d'entreprise. On y a adopté une semaine où toute la ville célèbre le leadership manifesté par les petits entrepreneurs. Les gens dotés d'un esprit d'innovation et d'entreprise forment la trame du tissu social de cette ville. Ils sont considérés comme des idoles. Les gens là-bas comprennent la valeur de l'entrepreneuriat et de l'innovation.

Un peu partout au Canada, on trouve des milliers d'hommes et de femmes, jeunes et vieux, qui ont engagé tous leurs biens auprès de la banque pour pouvoir investir dans leur petite entreprise. Ce sont eux, les vraies idoles de notre économie. Ce sont eux dont nous devrions chanter les louanges, et non les gros entrepreneurs qui reçoivent du gouvernement des subventions, des dons et des prêts. C'est assez pour donner la nausée. Plus une entreprise est importante, plus elle peut recevoir d'aide des banques et du gouvernement. C'est cela qu'il faut arrêter. Ça n'a pas de bon sens d'avoir des objectifs si mal ciblés que nous ne reconnaissons pas ce que les petits entrepreneurs et ceux qui travaillent dans la petite entreprise font pour la société. Nous sommes obnubilés par les super-stars.

• (1630)

Monsieur le Président, je vous remercie, ainsi que mes collègues, de m'avoir laissé la chance d'expliquer la situation des petites entreprises dans notre pays. Je salue toute initiative qui pourrait contribuer à développer et à renforcer ce secteur de notre économie.

**M. Bob Speller (Haldimand—Norfolk, Lib.):** Monsieur le Président, j'ai surtout retenu dans le discours du député la partie portant sur la question qui préoccupe la plupart des Canadiens depuis quelques mois, soit la séparation du Québec et ses répercussions éventuelles sur la petite entreprise au Québec. Je remercie le député de ses commentaires à cet égard. Il a tenu des propos très sensés.

Il est évident que, dans un Québec indépendant, la vie serait plus difficile pour le milieu de la petite entreprise. Cela ressort clairement des sondages effectués depuis le début de la campagne référendaire.

Un sondage effectué par la Chambre de commerce du Canada a révélé que près des deux tiers des créateurs d'emplois au Québec, et plus précisément 64 p. 100 des exploitants de petites entreprises, ont déclaré que la prospérité économique du Québec diminuerait en cas de séparation. Une forte majorité, soit 55 p. 100, ont affirmé que les relations d'affaires et le commerce avec le

reste du Canada seraient plus difficiles en cas de séparation. Plus de la majorité, c'est-à-dire 53 p. 100 des entreprises québécoises, croient que leurs profits et leur rentabilité diminueraient si le Québec votait «oui».

À un autre sondage d'opinion publique, 93 p. 100 des répondants ont dit qu'ils prévoyaient de longues et laborieuses négociations avec le reste du Canada si les Québécois votaient «oui». Plus de quatre répondants sur cinq, soit 83 p. 100 croient que la séparation du Québec aurait un impact négatif sur le développement économique du Québec.

Un autre sondage mené auprès des propriétaires de petites entreprises montre que près des deux tiers d'entre eux choisissent le Canada et croient que c'est la meilleure voie à suivre, le meilleur moyen d'assurer leur prospérité économique.

Je pense à ma propre expérience dans une région rurale du pays. Je sais que le député vient d'une grande ville et qu'il a parlé des banques de la grande ville. En ce qui concerne la petite entreprise du Canada rural, au Canada comme au Québec d'ailleurs, il est bien évident que les exploitations agricoles et les agriculteurs jouent un rôle essentiel. Toute la question de la gestion de l'offre et de ce qu'il en adviendra dans un Québec séparé est d'une grande importance.

Il ne faut pas leurrer ces gens. Nous avons introduit la gestion de l'offre il y a un certain nombre d'années, avec l'appui des agriculteurs du Québec qui ont beaucoup contribué à la faire accepter. Grâce à la gestion de l'offre, nous sommes en mesure de protéger notre marché intérieur, un marché soumis aux règles du GATT et aux règles internationales. Si le Québec devient un pays séparé, ce ne sera plus le cas. Il ne pourra pas protéger son marché.

Aujourd'hui, le Québec détient environ 47 p. 100 du marché du lait industriel canadien. C'est un aspect très important. Le député le sait. Ce serait de la folie que de dire à l'industrie laitière et aux producteurs du Québec qui bénéficient de la gestion de l'offre qu'ils seront dans une meilleure situation dans un Québec séparé. En fait, tout le système s'écroulerait. Je suis d'accord que cela ne ferait pas seulement du tort aux producteurs de lait du Québec, mais bien à tous les Canadiens.

Je demande au député s'il est au courant de ces statistiques, s'il est au courant de ces sondages et au courant du fait que la majorité des petites entreprises du Québec estiment que leur situation serait bien meilleure dans un Canada uni.

• (1635)

**M. McClelland:** Monsieur le Président, le député d'en face soulève une question tout à fait pertinente. Au moment même où nous nous parlons, les droits de douane sur le lait sont de 350 p. 100.

Il est difficile de comprendre comment les partisans du oui peuvent sillonner le Québec et tel le Larousse semer à tout vent ces graines de désinformation. Ce débat est dénué de toute honnêteté intellectuelle et de toute vérité. C'est un débat de pure forme. Ceux qui cherchent un peu plus loin savent ce qu'un oui coûtera aux Québécois. Ses effets dévastateurs se feront ressentir partout au Canada, mais plus particulièrement au Québec.